

Le rouleau compresseur de la répression judiciaire ne cesse de s'accroître à Hong Kong

samedi 17 avril 2021, par [LEROUGE Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 17 avril 2021).

De lourdes peines de prison viennent d'être prononcées contre dix figures de premier plan de l'opposition. En final, le bilan global des condamnations pour les manifestations non autorisées des 18 et 31 août 2019 est le suivant :

Quatre hommes et une femme ont écopé d'entre 8 et 18 mois de prison ferme :

- Leung Kwok-hung surnommé « Long Hair », League of Social Democrats, 18 mois (actuellement en détention provisoire dans l'attente d'une autre inculpation présentée ci-dessous) ;
- Lee Cheuk-yan, notamment secrétaire général de la centrale syndicale HKCTU, 14 mois ;
- Jimmy Lai, grand patron de presse, 14 mois ;
- Au Nok-hin, anciennement membre du Democratic Party, 10 mois (actuellement en détention provisoire dans l'attente d'une autre inculpation présentée ci-dessous) ;
- Cyd Ho, Civic Party, 8 mois.

Quatre hommes et une femme se sont vu infliger entre 8 et 12 mois de prison avec sursis :

- Margaret Ng, Civic Party, 12 mois ;
- Albert Ho, Democratic Party, 12 mois ;
- Martin Lee, Democratic Party, 11 mois ;
- Yeung Sum, Democratic Party, 8 mois.
- Leung Yiu-chung, Neighbourhood and Worker's Service Centre (NWSC), 8 mois.

Un procès est par ailleurs programmé contre 47 figures de premier plan de l'opposition :

La plupart d'entre eux/elles sont en détention provisoire depuis le 28 février.

Les peines encourues peuvent aller jusqu'à la prison à vie.

Parmi eux/elles :

- Carol Ng, présidente de la centrale syndicale HKCTU,
- Winnie Yu, présidente du syndicat HAEA du personnel de l'hospitalisation publique,
- Leung Kwok-hung surnommé « Long Hair », déjà condamné à 18 mois de prison ferme (voir ci-dessus) ;
- Au Nok-hin, déjà condamné à 10 mois de prison ferme (voir ci-dessus).

Autres procédures en cours :

Parmi les 10 242 personnes arrêtées depuis le printemps 2019, 2 521 font l'objet de poursuites judiciaires. Parmi eux/elles, 720 ont été inculpées pour émeute et risquent des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie (état au 9 avril).